

# Pourquoi la France ne résiste pas si mal

Posté le : 3 octobre 2009 01:00 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Economie et politique

En matière d'activité la France résiste mieux à la récession que bien des pays, comme l'Allemagne, l'Irlande, le Royaume Uni et même les Etats Unis. La baisse du PIB constatée, même si les réévaluations proposées pour 2009 ne se concrétisent pas, est inférieure à celle de bien des pays industrialisés.

La raison en est triple :

- La part du secteur marchand dans l'économie globale est plus faible que partout ailleurs. Près de 30% de la population active travaille sur recettes ou financements publics, et leur rémunération et leur emploi ne dépendent pas directement et immédiatement de la conjoncture.
- Il y a eu pendant quelques mois baisse des prix et donc accroissement du pouvoir d'achat. Une telle assertion ferait rire toute ménagère : il est de tradition que les hausses de pouvoir d'achat par la baisse des prix ne sont JAMAIS ressenties. Elles n'en sont pas moins là.
- La baisse des prélèvements obligatoires. Le taux a baissé en 2008 de façon sensible. Certains diront : c'est le programme de baisse d'impôts du gouvernement. Ce n'est pas la raison principale : la vérité est que lors que le PIB croit le taux de prélèvement s'accroît mécaniquement plus vite (l'impôt est globalement progressif) et qu'il décroît tout aussi mécaniquement lorsque le PIB régresse. Le Ministre du budget a indiqué que le déficit de l'Etat s'expliquait pour 75% à cause de la crise et 25% du fait des déséquilibres hors crise de la structure des recettes et des dépenses. Cette proportion vaut sans doute à peu près dans l'effet « baisse du taux de prélèvements ».

L'inconvénient de ces avantages est la montée de l'endettement « structurel » et des déficits extérieurs.

Lorsqu'il faudra rétablir nos échanges et commencer à rembourser les emprunts l'effet sur la croissance sera lourd et nous condamnera à une sortie de crise retardée, une croissance très molle et une durée de stagnation plus longue.

D'autant que les trois avantages vont cesser progressivement de jouer :

- Le secteur public étant peut susceptible de gain de productivité majeurs, il ne sera pas un moteur de sortie de crise.
- L'inflation va reprendre.
- La hausse des prélèvements obligatoires aussi.

Il y aura pression sur la demande globale à la baisse, en même temps qu'une baisse de la propension à produire plus.

On verra alors une France à la traîne par rapport aux autres. C'est ce qui s'est passé notamment entre 2005 et 2008 où nos taux de croissance ont été presque ridicules.

Dans le cycle économique la France oscille moins mais son trend est plus plat que les autres. L'avantage est certain lors de la phase de récession du cycle mais pas véritablement enthousiasmante le reste du temps.